

Avocats associés

Thomas DROUINEAU

Ancien bâtonnier de

l'Ordre

Spécialiste en Droit public

Marion LE LAIN

Thomas PORCHET

Marie-Anne BUSSIERES

Avocats

Méghane SACHON

Bastien CONTAT

Julia FINKELSTEIN

Anne-Sophie LAPÈNE

Marie-Astrid RABIT

Elorri DALLEMANE

Clémence WEBER

Christelle BRAULT

Louise MAINGUET

Juristes - Clercs

Emilie FOUIN

Valentin LE GUEN

Gabrielle LANDIVAR

Laura BAUDRY

Camille TALON

Séphora BAUDIFFIER

Maëllys CRINE

Florine MAILLARD

Alexandre ROY

Ludivine TROUVÉ

Expert Immobilier Certifié

CFEI(R)

Avocat honoraire

Geneviève VEYRIER

Avocats correspondants

Louis-Georges BARRET

Spécialiste en Droit du

travail

François BOUYER

Nathalie AUBERT-POYVRE

Caroline MASSÉ-TISON

Spécialiste en Droit du

travail

Victoria DOLL

François CUIFI

Marion GAVALDA

Dominique NICOLAS

Ancien bâtonnier de

l'Ordre

Spécialiste en Droit public

Angelina JOLLY-NICOLAS

Daniel LUC-CAYOL

Audrey NICOLAS

Giovanny WILLIAM



Gérard LIOT

61 Rue de la République

16560 AUSSAC VADALLE

Par mail : mairie@aussac-vadalle.fr

Pour ce dossier, merci d'écrire à l'adresse de Poitiers

Poitiers, le 3 décembre 2024

N/Réf. : AUSSAC VADALLE/LALUT - 20.0916

TP / TP

Monsieur le Maire,

Je fais suite à l'audience qui s'est tenue ce jour au tribunal administratif de Poitiers pour laquelle notre cabinet n'a pas manqué de vous représenter.

Le rapporteur public a donc proposé le rejet de la requête de Monsieur LALUT. De manière assez simple, le rapporteur public a considéré que nous démontrions point par point l'absence de toute situation de harcèlement moral.

Lorsqu'un agent souhaite engager la responsabilité de l'administration pour une situation constitutive de harcèlement moral, il lui appartient de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de faire présumer l'existence d'un tel harcèlement.

Ensuite, il incombe à l'administration, en sens contraire, de démontrer que les agissements en cause sont justifiés par des considérations étrangères à tout harcèlement.

Le rapporteur public a considéré que nous répondions point par point à l'ensemble des allégations du requérant et qu'aucune situation de harcèlement moral ne pouvait être retenue.



VENDÉE
DGCD Avocats
4 rue Manuel
85000 LA ROCHE-SUR-YON

GIRONDE
Khady BA
56 Cours d'Albert
33000 BORDEAUX

CHARENTE MARITIME
12, rue de l'Yser
17000 LA ROCHELLE

VIENNE
22 bis rue Arsène Orillard – BP 83
86000 Poitiers cedex
Tél: 05 49 88 02 38 – Fax: 05 49 88 98 96
avocat@1927avocats.fr

CHARENTE
10 rue Chabrefy
16000 ANGOULÊME

LOIRE-ATLANTIQUE
LIGERA
1 Mail du Front Populaire
44200 NANTES

MARTINIQUE
LES AVOCATS REUNIS
Centre commercial la Galleria
97232 LE LAMENTIN

Droit public, collectivités territoriales, urbanisme

Droit immobilier, construction, assurances

Droit commercial, droit des sociétés et droit fiscal

Droit du travail et fonction publique

Saisies immobilières, droit bancaire

Droit médical et déontologique

Droit Pénal

Concernant les attestations liées à des circonstances relatives à d'autres agents, le rapporteur public les a tout simplement écartées comme sans lien avec la présente contestation.

SELARL
1927 AVOCATS
930 989 264 RCS Poitiers

www.1927avocats.fr
Membres de l'AARPI DROUINEAU 1927

SELARL MARIE-ANNE
BUSSIERES AVOCATS
977 583 608 00012 RCS La Rochelle

Concernant les décisions, aucune illégalité ne peut être retenue.

Ces analyses sont parfaitement favorables à notre argumentation. La décision sera rendue après le 17 décembre prochain et je ne manquerai pas de vous la communiquer, dès qu'elle sera notifiée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes salutations distinguées.

T. PORCHET

Avocat associé

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'T. Porchet', with a long horizontal flourish extending to the right.